
Au cœur de l'Amérique ? Le mouvement des *Tea Parties*

Anne-Lorraine Bujon de l'Estang

Février 2010



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Le programme États-Unis de l'Ifri publie une collection de notes en ligne, les « Potomac Papers », qui présentent des analyses de la politique américaine au niveau national.

Le programme États-Unis reçoit le soutien de :

VIEL & Cie 



Illustration de couverture : © Creative Commons,
Tea Party de Madison, 15 avril 2009

ISBN : 978-2-86592-673-2
© Ifri – 2010 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Ce qu'il faut retenir/ Executive Summary

Apparu sporadiquement au début de l'année 2009, le Tea Party Movement a été dans un premier temps considéré avec curiosité. La plupart des commentateurs préféraient annoncer avec la présidence Obama la fin d'un grand cycle conservateur. Mais l'été 2009, avec la cristallisation du débat sur la réforme de santé, a donné à ce mouvement une ampleur et un poids inattendus.

Les *tea parties* semblent être la nouvelle expression d'un mouvement conservateur ancien et bien implanté dans le pays. Elles reprennent ses trois thèmes principaux que sont le retour des valeurs morales, une défense énergique du pays, et un gouvernement discret s'appuyant sur une fiscalité réduite. Un point de ralliement plus récent est la résistance aux politiques de lutte contre le changement climatique. Au-delà de ces axes de préférence politique, les militants des *tea parties* se signalent par leur exaltation des fondements de la nation américaine, au premier rang desquels la Constitution.

Ces thèmes rencontrent un large écho aujourd'hui, donnant parfois l'impression que le pays entier bascule dans l'opposition à l'Administration Obama. On se tromperait pourtant en voyant dans les *tea parties* la riposte organisée du Parti républicain à la victoire démocrate. Le mouvement de contestation qui se développe aujourd'hui est avant tout d'inspiration populiste, hostile aux élites et aux appareils politiques. Le Parti républicain, quant à lui, conserve une frange centriste qui ne se reconnaît pas toujours dans les préoccupations de la droite radicale.

Le mode d'organisation des *tea parties*, marqué par une grande spontanéité, reste en grande part incontrôlable pour un parti traditionnel. Ce caractère organique interroge donc également le rôle croissant des médias et des nouvelles technologies dans la démocratie américaine. Au travers des blogs et de *Twitter*, une minorité active réussit à mobiliser de larges foules. Sont-elles pour autant représentatives d'un sentiment majoritaire ?

Anne-Lorraine Bujon de l'Estang est membre du comité de rédaction de la revue Politique américaine. Ancienne élève de l'École normale supérieure et agrégée d'anglais, elle est l'auteur de plusieurs articles sur la politique et la société américaines, parus notamment sur le site de La Vie des Idées.

Sommaire

INTRODUCTION	3
LA VAGUE CONTESTATAIRE	5
CELEBRER LA CONSTITUTION.....	9
« THE RIGHT NATION »	13
CONSERVATEURS ET REPUBLICAINS	19
LE RETOUR DU POPULISME.....	22
VERS DES REALIGNEMENTS POLITIQUES ?	26

Introduction

Alors que Barack Obama vient de prononcer son premier discours sur l'état de l'Union devant le Congrès américain, le 27 janvier 2010, on ne peut que s'interroger sur la vitesse à laquelle le vent politique semble avoir tourné à Washington. Il y a un an, fort d'une élection largement gagnée, à la tête d'une Chambre des représentants et d'un Sénat démocrates, le premier président noir de l'histoire des États-Unis semblait réellement incarner, comme dans ses slogans de campagne, un changement auquel on pouvait croire.

Certes, différents commentateurs rappelaient sagement qu'Obama héritait d'une situation économique et politique extrêmement difficile, et qu'on aurait tort d'espérer qu'il puisse à lui seul inverser la tendance économique en pleine récession, trouver une issue aux guerres en Irak et en Afghanistan, relancer le processus de paix au Proche-Orient, et remettre les États-Unis dans la voie de la coopération multilatérale sur le changement climatique. Malgré ces voix modérées, qui plaidaient pour plus de réalisme afin qu'on ne vienne pas trop tôt demander des comptes au président adulé, le monde a voulu continuer de croire que Barack Obama représentait l'une des seules vraies bonnes nouvelles de l'année 2009, comme l'atteste le choix du comité Nobel de lui remettre en octobre le prix Nobel de la paix.

Aux États-Unis pourtant, alors qu'experts et analystes politiques s'accordaient pour diagnostiquer la fin d'un grand cycle politique, celui de la réinvention du conservatisme américain par Ronald Reagan, un mouvement de contestation populaire a commencé à se développer dès l'hiver 2009, dont on commence aujourd'hui à mieux comprendre les contours, et plus encore à mesurer l'ampleur. Déjà pendant la campagne présidentielle, et surtout dans ses derniers mois, certains observateurs prévenaient que l'élection d'un démocrate, et qui plus est d'un démocrate noir, dans un contexte de crise économique et de retour du chômage, risquait de réveiller certaines franges extrémistes de la droite radicale aux États-Unis : groupes « nativistes » inquiets de la proportion croissante des immigrés dans la population américaine, et notamment des immigrés latinos, groupes de « Blancs suprématistes » réactivant le racisme paranoïaque du Sud profond, groupes de patriotes militaristes « jacksoniens » déçus d'avoir perdu en George W. Bush l'un de leurs plus grands champions... Aucun pourtant n'avait prévu les rassemblements largement pacifiques et apparemment spontanés qui ont réuni depuis le mois d'avril des milliers d'Américains « ordinaires », mécontents de l'état de la nation et critiques des politiques du gouvernement, sous l'étiquette du *Tea Party Movement*.

Aujourd'hui, après plusieurs mois de houleuses réunions publiques (*town hall meetings*), de rassemblements divers dans des villes petites et grandes à travers le pays, et deux grandes journées de manifestation à Washington, c'est l'élection du républicain Scott Brown dans l'État du Massachusetts qui cristallise toutes les interrogations et les conjectures. C'est en effet en s'appuyant sur les slogans et l'activisme des *tea parties* que ce jeune sénateur a réussi à s'emparer du siège de Ted Kennedy, dans un État considéré comme un pré carré du Parti démocrate. Ce soixantième siège au Sénat permettrait de surcroît aux républicains de bloquer des propositions de lois par *filibuster*, alors que Barack Obama peine depuis des mois à faire adopter ses projets sur la réforme du système d'assurance-maladie et que cette bataille législative devient avec le temps un test de sa capacité à gouverner et à mener les réformes ambitieuses qu'il a promises. Cette victoire intervient aussi au moment où la Cour suprême des États-Unis vient de rendre un arrêt très surprenant, dans l'affaire *FEC vs Citizens United*, inversant plusieurs décennies d'efforts pour limiter le pouvoir de l'argent dans les campagnes électorales. Quelle est donc cette mouche qui a piqué les États-Unis, que doit-on attendre de l'évolution de ce mouvement des *tea parties* et que nous dit-il vraiment des couleurs politiques de la nation américaine en 2010 ?

La vague contestataire

C'est en février 2009, après le passage du plan de renflouement des banques et de relance de la consommation (*American Recovery and Reinvestment Act*, ARRA) que différents groupes ont commencé à s'organiser pour protester contre « trop d'impôts, trop de gouvernement, et trop de dette publique ». Plusieurs commentateurs attribuent aujourd'hui le déclenchement du mouvement à un débordement apparemment improvisé de Rick Santelli, correspondant de la chaîne *CNBC* à la Bourse de Chicago, à qui l'on demandait de réagir aux propositions de l'Administration Obama de venir en aide aux petits propriétaires ruinés par la crise des *subprimes*. Ce dernier s'est alors écrié que l'Administration Obama « récompensait les mauvais comportements », et qu'aucun contribuable américain ne souhaitait payer de sa poche pour racheter les avoirs pourris de « losers » qui auraient dû réfléchir à deux fois avant de s'endetter bien au-delà de leurs moyens. Il a également suggéré que l'Administration Obama, si adroite à se servir des nouvelles technologies lors de la campagne, devrait organiser un référendum en ligne pour voir combien de citoyens américains soutiendraient effectivement de telles mesures, puis invité les citoyens mécontents à se réunir pour une *tea party* à Chicago, faisant ainsi référence aux révoltes fiscales des débuts de la Révolution et de l'indépendance américaine.

De blog en blog et de chaîne du câble en radio locale, l'univers des médias conservateurs s'est mis à bruisser de critiques très appuyées du plan de relance, accusant le gouvernement de prendre des mesures irresponsables et « socialistes ». Une constellation de petites organisations militantes (*grassroots organizations*) a alors pris le relais, et le 15 avril 2009, jour où les Américains rendent leur déclaration d'impôts, 750 manifestations différentes se tenaient à travers le pays. Forts de quelques centaines de personnes à certains endroits, de milliers à d'autres, ces rassemblements avaient été initiés par une variété d'associations ou de groupements locaux ou régionaux, usant des mêmes techniques d'organisation « par la base » que l'on a vu se développer lors des dernières campagnes électorales : groupes *Facebook*, rendez-vous sur *Twitter*, et blogs vidéo à l'appui. Les slogans et mots d'ordre étaient nombreux et variés, mais uniformément tournés « contre » quelque chose : contre les excès de dépense publique, contre le plan de relance, mais aussi contre l'avortement, ou contre le contrôle du port d'armes. Certaines figures du Parti

républicain s'étaient associées localement aux manifestations, sans pour autant chercher à en revendiquer la paternité¹.

Dans le courant de l'été 2009, c'est la lutte contre le plan de réforme du système d'assurance-maladie qui a donné un nouveau souffle aux *tea parties*. Dans les réunions publiques où les représentants et les sénateurs viennent prendre le pouls de leur électorat, des « activistes » de droite ont orchestré des débats très vifs, voulant témoigner de la colère des citoyens ordinaires devant un gouvernement jugé trop dépensier et trop intrusif, devant un *establishment* politique trop complice de Wall Street et coupé des réalités de Main Street, l'Amérique des classes moyennes. Un peu trop bien coordonnée pour être réellement spontanée, cette campagne pour faire entendre la *vox populi* a de toute évidence bénéficié d'appuis financiers solides. Elle a également été méthodiquement relayée par le réseau de médias indépendants et de médias communautaires, par des blogs conservateurs comme *Instapundit* ou *Redstates.com*, et bien sûr par *Fox News*. Un débat a donc vu le jour autour de l'authenticité populaire de cette contestation. Certains médias libéraux² ont pointé du doigt les montages dits d'*astroturfing*, où des groupes d'intérêts bien organisés et bien identifiés se sont créés des façades associatives de proximité autour d'une cause particulièrement sensible dans le contexte local, tout en continuant de se réclamer de mouvements de contestation spontanés³. Les réseaux conservateurs ont alors eu beau jeu d'accuser à leur tour les médias nationaux du *mainstream* de partialité : entièrement dominés d'après eux par les élites libérales, ces derniers préfèrent se voiler la face plutôt que de reconnaître la vitalité d'un mouvement populaire qui signifierait que le cœur des « vrais » Américains a basculé dans l'autre camp.

Le troisième temps de ce que les plus convaincus appellent d'ores et déjà la Révolution des *tea parties* a été une nouvelle grande journée de manifestation le 12 septembre, sur le Mall à Washington D.C., où des milliers de partisans de Barack Obama étaient venus l'acclamer à peine un an plus tôt. Cette Marche des contribuables (*Taxpayer March*), dont le nom évoque d'autres grands mouvements de contestation dans l'histoire récente des États-Unis, comme la grande marche pour les droits civiques organisée par Martin Luther King en 1963⁴, ou encore les manifestations anti-Viêtnam, a de nouveau été un grand succès, malgré les dissensions encore vives sur le nombre de participants. Celui-ci varie, de 75 000 selon une

¹ Voir « Anger Management », *The Economist*, 5 mars 2009, et « Tax Day is Met with Tea Parties », *New York Times*, 16 avril 2009.

² Dans l'ensemble du document, le terme « libéral » est employé dans son sens américain, que l'on peut traduire par « progressiste ».

³ L'Astroturf est une marque de gazon synthétique, en référence aux vraies organisations associatives militantes, que l'on appelle « grassroots organizations ». Voir Michael Tomasky, « Something New on the Mall », *New York Review of Books*, 22 octobre 2009.

⁴ « The March on Washington for Jobs and Freedom », le 28 août 1963. C'est là que Martin Luther King a prononcé le célèbre discours « I Have a Dream ».

première estimation des pompiers, à 2 millions selon certains organisateurs⁵. La date de la manifestation avait été choisie en référence au projet « 9/12 » du présentateur Glenn Beck, la nouvelle star de *Fox News*. Beck propose en effet à l'Amérique éternelle de renouer avec ses origines constitutionnelles en resserrant les rangs autour d'un pacte de 9 valeurs et 12 croyances, reformulées en un double hommage : aux Pères fondateurs d'abord, mais aussi aux victimes du 11 septembre (9/11) et à l'union nationale qui a suivi les attentats du World Trade Center⁶. À nouveau, la grande manifestation dans la capitale a été reprise et amplifiée à travers le pays, où un très grand nombre de *tea parties* de plus petite ampleur ont eu lieu.



© Creative Commons – Marche des contribuables à Washington, 12 septembre 2009

Avec la persistance et même la progression d'un mouvement que beaucoup avaient pensé éphémère⁷, nombre d'acteurs et de commentateurs politiques commencent à se demander quelle pourrait être son exacte portée. La victoire de Scott Brown dans le Massachusetts, le 19 janvier 2010, est attribuée en partie à la façon dont il s'est rapproché des leaders locaux du *Tea Party Movement*, et certains républicains commencent déjà à se féliciter des sièges qu'ils pourraient regagner aux prochaines élections de mi-mandat. Dans le

⁵ La barre du 1,8 million est très symbolique, car c'est le nombre de personnes qui se seraient réunies pour fêter l'investiture de Barack Obama en janvier 2009. Voir « Protesters March on Washington », *Wall Street Journal*, 12 septembre 2009.

⁶ Voir le site web du projet, <http://www.the912project.com/>

⁷ Une nouvelle grande manifestation vient par exemple d'avoir lieu à Oakland, dans le Michigan, largement relayée par la presse locale : « Hundreds Protest Health Care Reform », *The Oakland Press*, 17 janvier 2010.

même temps, un nouveau groupement, Tea Party Nation, fourbit ses armes avec la préparation de la première Convention nationale du Tea Party Movement qui doit se tenir à Nashville du 4 au 6 février 2010⁸. Alors que certains lui reprochent son peu de direction et d'unité, ainsi qu'un manque de transparence financière, les organisateurs expliquent que c'est le propre de ce mouvement que d'être constitué d'une myriade d'initiatives locales autonomes, unies par un sentiment commun, mais libres de toute hiérarchie, puisque c'est précisément contre cette mainmise des appareils sur les citoyens américains qu'ils s'insurgent. Si les traits d'union entre groupuscules, dans les manifestations passées, ont été avant tout les drapeaux américains et les références à la Constitution, c'est précisément parce que le génie de la nation américaine reposerait, d'après ces nouveaux révolutionnaires, sur la protection de la liberté individuelle contre tous les abus de pouvoir, d'où qu'ils viennent.

⁸ <http://www.teapartynation.com/>

Célébrer la Constitution

Lorsque ces mouvements de contestation populaire choisissent comme référence les *Tea Parties*, c'est effectivement tout l'imaginaire de la Révolution américaine et de la guerre d'indépendance qui est réactivé.

La *Boston Tea Party* (1773) est l'un des actes de sédition répétés qui ont progressivement consommé la rupture des colonies du Nouveau Monde avec la Couronne britannique dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Le Massachusetts, famille Adams en tête⁹, était alors en première ligne de la pensée radicale, une série de révoltes fiscales ayant stimulé puis consolidé la rébellion des artisans et commerçants de Nouvelle-Angleterre contre le pouvoir excessif du roi Georges, et surtout contre la politique mercantiliste de ses Premiers ministres. Ces derniers avaient pensé résoudre les difficultés fiscales de l'Empire par un nouveau jeu d'impôts sur les exportations des colonies, et par un monopole sur le commerce entre colonies de l'Est (la Compagnie des Indes) et colonies de l'Ouest (les Amériques). Or les colons américains, ayant arraché leur nouvelle prospérité à la forêt, aux premiers hivers de famine et aux Indiens, n'entendaient pas jouer docilement le rôle de pourvoyeurs de la couronne. Habités à un mode d'autogestion locale qui s'était développé faute de présence militaire suffisante des Anglais, aux mains d'élites industrielles et pénétrées de l'esprit de la Réforme, les colons de Nouvelle-Angleterre avaient repris et encore développé les théories anglaises liant la légitimité de l'impôt à la représentation politique au Parlement. Forts des garanties exprimées dans le *Bill of Rights* de 1689, qui plaçait la loi au-dessus du roi et donnait au Parlement tout pouvoir en matière de levée d'argent, ces derniers affirmaient qu'il ne pouvait y avoir de taxation légitime sans représentation suffisante. *No taxation without representation* reste à ce jour l'une des maximes essentielles de la philosophie politique américaine.

⁹ Les membres les plus illustres de la famille Adams de Boston sont Samuel Adams (1722-1803), Père fondateur de la Constitution américaine ; son cousin John Adams, deuxième président des États-Unis de 1797 à 1801, qui a échangé de nombreuses lettres sur la situation politique avec son épouse Abigail, et dont le fils John Quincy Adams a été le 6^e président des États-Unis de 1825 à 1829 ; et enfin Henry Adams, historien des États-Unis, dont la célèbre autobiographie, *The Education of Henry Adams*, est l'une des œuvres les plus éclairantes que l'on puisse lire sur l'émergence des États-Unis comme grande puissance économique et politique.

Les plus habiles parmi ces premiers tribuns mesuraient sans doute ce qu'il y avait de rhétorique dans ce slogan formidable : la distance en effet rendait tout simplement impraticable la représentation effective des colons à Westminster, laissant à ces derniers toute latitude d'organiser leurs assemblées locales. Maîtresses des cordons de la bourse, celles-ci choisissaient de limiter la dépense publique aux nécessités des colons et de leurs industries locales, loin d'une stricte logique d'exportation qui aurait maintenu *ad vitam* la dépendance des colonies à l'égard de la Couronne. Benjamin Franklin et Samuel Adams défendaient ainsi, au nom des grands progrès de la philosophie des Lumières, un droit à se taxer soi-même, ou pas du tout. Dans leur révolte inspirée contre un Empire étendu au-delà de ce qu'il était en mesure de contrôler, ils servaient dans le même temps les intérêts pécuniaires des marchands de Boston et de toute la côte atlantique, inaugurant ainsi une modernité proprement américaine où c'est le libre-échange qui permet de lutter contre l'exploitation et l'aliénation, et où la liberté repose avant tout sur l'autonomie de la périphérie par rapport au centre. De cet intérêt particulier bien compris pouvaient émerger des formes de gouvernement radicalement neuves. C'est ainsi que le 16 décembre 1773, alors que le Premier ministre North venait de mettre en place un impôt sur le thé qui devait contribuer à payer les fonctionnaires chargés de sa perception, un groupe de « Patriotes » du Massachusetts, les « Fils de la liberté », déversa dans la rade de Boston tout le stock de thé de la Compagnie des Indes, signifiant par là leur refus des nouvelles modalités d'administration coloniale imposées par Londres¹⁰.

Lorsque les Pères fondateurs élaborent la Constitution américaine en 1787, la conception d'un bon pouvoir et d'une société harmonieuse est donc pénétrée de cet esprit de Nouvelle-Angleterre, opposé à l'impôt en tant qu'arme d'un pouvoir abusif, à l'armée en tant qu'instrument potentiel d'oppression étrangère et finalement à tout pouvoir qui ne soit soigneusement encadré par la loi et tempéré par des contre-pouvoirs, dans un équilibre subtil de *checks and balances*. Or la Constitution américaine a ceci d'unique qu'elle est devenue le texte fondateur, pour ainsi dire sacré, de la gauche comme de la droite américaine, des libéraux comme des conservateurs. Là où les uns lisent les promesses de l'égalité devant la loi et de la dignité individuelle, les autres voient l'autonomie, la libre entreprise, la prépondérance du local et la fierté nationale. Les présidents américains, premiers citoyens de la nation, descendants des patriotes portés au pouvoir par l'alliance inédite des marchands et artisans de Boston, ne sont jamais là qu'en tant que serviteurs de la Constitution.

¹⁰ Pour une histoire complète des épisodes préévolutionnaires, voir le chapitre « The Road to Ruin » dans *The Penguin History of the USA*, de l'historien britannique Hugh Brogan. À propos de cette rencontre des intérêts particuliers et de l'intérêt général, il cite Samuel Adams concluant une harangue à la foule de Boston sur les mots décisifs « *Save your money, save your country!* ».

Le mouvement de contestation actuel est parcouru, de façon quasi obsessionnelle, de références à ces temps héroïques de la fondation des États-Unis. Il fait appel à une culture politique bien particulière, faite de citations de Jefferson et de Madison, de drapeaux américains, d'orateurs en tenue d'époque, et d'assemblées publiques dans les mairies et sur les pelouses des centres-villes, les *Commons*, où chacun est libre de venir exprimer ses opinions, aussi radicales soient-elles, ou de « pétitionner » le gouvernement. Ce n'est d'ailleurs pas seulement sur des pancartes de manifestants ou dans les discours des élus que l'on retrouve ces symboles, mais dans la charte graphique d'une multitude de sites web et de blogs de mouvements divers dont les noms évoquent le Boston des années 1770. On peut citer ainsi les Oath Keepers (les gardiens du serment), les Tea Party Patriots, le James Madison Center for Free Speech, le US Constitutionalist, ou encore le Tenth Amendment Center. Sur les sites web de tous ces mouvements, des gravures façon XVIII^e siècle, des typographies d'époque, des drapeaux et des blasons, des aigles tricolores... mais aussi des techniques perfectionnées pour effectuer des dons en ligne, remplir des pétitions à adresser aux représentants, le texte du *Bill of Rights* (les dix premiers amendements à la Constitution qui énumèrent les droits des individus et des États) à diffuser, des *flyers* prêts à l'emploi pour les manifestations, des vidéos didactiques sur la distinction entre démocratie et république, des autocollants, des badges – c'est un immense bazar révolutionnaire, l'indépendance 2.0.

Scott Brown ne s'y est pas trompé, dans sa course à l'élection comme sénateur. Sur son site personnel, *Brownforussenate.com*, il rend hommage à tous ses augustes prédécesseurs, de John Quincy Adams, deuxième président des États-Unis, à John puis Edward Kennedy. Lieutenant-colonel de la garde nationale, héritière des premières milices qui prirent les armes contre les soldats britanniques en manteau rouge, il défend tout naturellement le droit au port d'armes ; et dans un État si épris d'histoire qu'il y est sans cesse question de célébrer « l'héritage » américain, le sénateur de 41 ans pouvait mettre en vente, dès le lendemain de son élection, des T-shirt aux couleurs des États-Unis pour souligner le caractère historique de son élection.



Les premiers mots de la Constitution américaine sont « *We the People* », où le mot est à la fois un générique, le peuple, et un pluriel, les gens du peuple, les Américains ordinaires dans leur spécificité et leur diversité. Lorsque les manifestants d'aujourd'hui se réclament de ce texte fondateur, c'est donc une bataille pour l'âme de l'Amérique qui se rejoue encore et toujours. Et lorsque les présentateurs de *Fox News* alertent les téléspectateurs des dangers d'abus de pouvoir toujours prêt à se (re)produire si les citoyens relâchent

leur vigilance, c'est avec les accents des grands sermons puritains du XVIII^e siècle, qui appelaient les pêcheurs à se réveiller avant que la colère divine ne s'abatte sur eux. À ce vocabulaire du réveil des consciences (*awakening*) qui joue sur les thématiques de la corruption et du déclin (une illustration sur le site du projet « 9/12 » de Glenn Beck représente un grand serpent qui s'enroule autour du bâtiment du Congrès à Washington¹¹), il faut encore ajouter celui de la désaffiliation, autre spectre historique.

Comme les patriotes de Boston au XVIII^e siècle, les citoyens qui descendent dans la rue demander des comptes aux élites économiques et politiques de leur pays affirment qu'ils ne sont pas équitablement représentés dans le débat politique : leurs préoccupations seraient négligées par un centre qui ne connaît ni ne contrôle plus sa périphérie, et les manifestations ont alors pour but de protester contre cette progressive mise à l'écart, cette relégation (*disenfranchisement*)¹².

¹¹ <http://www.the912project.com/>

¹² Woden Teachout, « The Tea Party in Politics: Why the Event in Boston Harbor Keeps on Appealing to Conservatives », *History News Network*, 29 juin 2009.

« The Right Nation »

Si les « patriotes » des *tea parties* aiment surtout à se réclamer de leurs ancêtres du XVIII^e siècle, on peut aisément leur trouver des filiations dans l'histoire plus récente des États-Unis, et notamment dans les cinquante dernières années. Celles-ci ont vu l'émergence et la consolidation d'un conservatisme d'un type nouveau, peu à peu devenu une réelle force politique. Héritiers de la Révolution et de l'indépendance américaine, les manifestants réunis à Washington le 12 septembre sont aussi, tout autant, des enfants de ce qu'on a pu appeler la révolution Reagan.

Dans un livre paru en 2004, John Micklethwait et Adrian Wooldridge faisaient un portrait détaillé de ce mouvement conservateur qui a progressivement fait basculer le centre de gravité politique des États-Unis, au point d'en faire selon eux *The Right Nation* : un pays à droite, mais aussi un pays persuadé de sa droiture, et de son destin unique¹³. S'appuyant sur des enquêtes de terrain menées à travers le continent, des *think tanks* conservateurs de Washington jusqu'aux *gated communities* de l'Arizona, les deux journalistes britanniques témoignaient de la très grande vitalité de ce conservatisme, dont l'une des particularités surprenantes pour des observateurs européens est justement d'être résolument tourné vers l'avenir. Ils montraient également comment ce mouvement repose non sur une unité idéologique, mais bien plutôt sur la rencontre et parfois la superposition de différents courants, correspondant à des sensibilités en réalité assez distinctes les unes des autres. Cette rencontre, qui a donné au mouvement sa masse critique, aurait tenu à trois évolutions concomitantes : un renouveau de la pensée conservatrice à partir des années 1950 autour de quelques figures tutélaires et d'un noyau dur de *think tanks* et de revues ; un tournant dans la stratégie politique du Parti républicain, à partir des années 1970, avec la reconquête des électeurs du Sud et le nouveau poids des États de l'Ouest ; et enfin de nouveaux modes d'organisation militante et de communication « virale », appuyée sur un réseau important de médias indépendants acquis à la cause.

Sur le plan idéologique, Micklethwait et Wooldridge distinguent trois grands courants. Le premier est celui des « conservateurs fiscaux », favorables à la libre entreprise et hostiles au *big*

¹³ John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation: Why America is Different*, New York, Penguin, 2004.

government. Ils se retrouvent surtout autour de mots d'ordre anti-impôts et de protection des libertés individuelles contre toute intervention de l'État dans l'économie, *a fortiori* de l'État fédéral. Allant des mouvances pro-*business* classiques aux libertariens les plus puristes, ce courant recouvre lui-même plusieurs gradations et sous-courants, mais c'est à lui qu'on peut attribuer par exemple les réductions d'impôt massives intervenues sous l'Administration Reagan ou Bush, ou encore le lobbying actuel pour le remplacement de l'impôt progressif sur le revenu par une taxe forfaitaire unique (*flat tax*). Ce sont eux également qui ont conduit la rébellion au sein du Parti républicain, lorsque George H. Bush avait finalement augmenté les impôts, après avoir pris l'engagement de campagne de ne pas le faire. Aujourd'hui, l'articulation de cette pensée anti-impôt et anti-gouvernement se fait notamment autour du *think tank* de Grover Norquist, Americans for Tax Reform. Parmi ses soutiens influents au Congrès, on retrouve le sénateur Dick Armey, co-auteur avec Newt Gingrich du *Contract for America* qui devait initier la reconquête de tout l'appareil politique par les conservateurs sous l'Administration Clinton en 1994. À présent, Dick Armey est le président du réseau Freedom Works, très actif dans l'offensive contre la réforme de l'assurance-maladie à l'été 2009.

Le deuxième grand courant serait celui des « conservateurs sociaux ». Très mobilisés sur les questions de religion et de société, comme l'avortement, la peine de mort, la prière à l'école, ou le mariage gay, ces derniers ont commencé à devenir de plus en plus visibles en politique dès les années 1980 avec l'apparition d'associations chrétiennes comme Focus on the Family, de James Dobson, ou la Moral Majority de Jerry Falwell. Là encore, il ne s'agit pas d'un parti unifié, mais plutôt d'une sensibilité, relayée par une multitude d'organisations petites et moyennes, des journaux, des émissions de radios, des sites web, des centres de thérapie... tout comme il existe également une multitude de dénominations religieuses. Cette sensibilité peut couvrir une gamme assez large, de versions modérées de ce conservatisme social, par exemple chez des *soccer moms* inquiètes du développement de la violence et de la pornographie chez les jeunes, aux fondamentalistes chrétiens les plus extrémistes, nourris de littérature apocalyptique, qui refusent de mettre leurs enfants dans les écoles publiques parce qu'on leur y enseignerait des mensonges sur les origines du monde. Parmi ses figures les plus médiatiques et controversées, on trouve le télévangéliste Pat Robertson, fondateur de la Christian Coalition, qui dénonçait dans un livre de 1991, *Le Nouvel Ordre Mondial*, le grand complot des juifs et des francs-maçons.¹⁴

¹⁴ Pat Robertson a également suggéré que le tremblement de terre de janvier 2010 en Haïti était dû à une malédiction qui pesait sur les anciens esclaves, qui avaient pactisé avec le diable afin de se libérer du joug français au XVIII^e siècle, *CBSnews.com*, 13 janvier 2010.

Cette droite chrétienne, sur laquelle on a beaucoup écrit, constitue un monde en soi, au point qu'il a pu être question périodiquement de la voir créer son propre parti.

Le troisième courant conservateur est le courant « patriotique militariste », mû par la fierté d'être américain. Pour ce courant également, les années 1980 ont été un point tournant : Barry Goldwater, un sénateur libertarien de l'Arizona, antiraciste mais opposé à la politique de déségrégation du président Lyndon Johnson au nom du droit des États fédérés à conduire leur propre politique¹⁵, farouchement anticommuniste, avait en effet échoué largement face à Lyndon Johnson dans les élections en 1964. Mais ses discours avaient fait nombre d'émules, à gauche comme à droite, et lorsque Ronald Reagan est élu en 1980 à une très large majorité, c'est sensiblement sur le même programme et avec l'appui des États du Sud et de l'Ouest des États-Unis. Avec ses mesures d'investissement massif dans le complexe industriel et militaire, illustrées par les projets de « Guerre des étoiles », et sa politique offensive de pression sur le bloc communiste, Ronald Reagan était ainsi une nouvelle incarnation de ce que Walter Russell Mead, dans son livre *Special Providence*¹⁶, a baptisé la tradition « jacksonienne » de la politique américaine : patriotique, voire nationaliste, conquérante, convaincue que les États-Unis sont une force pour le bien, et qu'il est légitime qu'ils étendent leur influence par l'usage de la puissance militaire.

Les deux auteurs de *The Right Nation* soulignaient à juste titre l'importance des attentats du 11 septembre pour tous ces courants de la droite radicale, et en particulier, bien sûr, pour les patriotes nationalistes. Il est intéressant à ce titre de noter que l'immense choc qu'a constitué cette attaque sans précédent sur le sol américain n'est toujours pas apaisé. Les terroristes s'en étaient pris aux États-Unis pour le symbole de ce qu'ils représentent dans le monde, et non en raison d'un conflit particulier ou de revendications qu'un gouvernement aurait pu satisfaire. Cette agression, ressentie très durement par l'ensemble de la population américaine qu'on a vu resserrer les rangs derrière un président pourtant loin de faire l'unanimité encore quelques jours auparavant, était tout simplement intolérable pour la droite radicale : c'était à la liberté, à la vertu civique, à la religion chrétienne, et à la « destinée manifeste »¹⁷ de leur nation qu'on s'en

¹⁵ La persistance de la question du droit des États, depuis le débat entre fédéralistes et antifédéralistes, à travers la guerre de Sécession, la ségrégation puis la lutte pour les droits civiques, structure encore aujourd'hui le débat politique américain, notamment via les débats à la Cour suprême, qui arbitre les conflits entre État fédéral et États fédérés. Riche en références au dixième amendement, qui garantit ce droit, le mouvement des *tea parties* la reprend en partie à son compte.

¹⁶ Walter Russell Mead, *Special Providence: American Foreign Policy and How it changed the World*, Knopf, 2001.

¹⁷ Le thème de la « destinée manifeste », ainsi baptisée par le journaliste John O'Sullivan, émerge au moment de la mort d'Andrew Jackson, mais il lui est étroitement associé, en raison du rôle de Jackson dans les guerres indiennes et l'expansion vers l'Ouest.

était pris. Ainsi, toute l'énergie et la virulence du combat anticommuniste semblent avoir été réinvesties aujourd'hui dans le combat contre ce que Paul Berman a appelé « l'islamo-fascisme ». Ce concept, contestable vu d'Europe, représente une tentative de synthèse de tout ce qui menace potentiellement les États-Unis, une nouvelle incarnation du mal contre lequel ils ont combattu pendant tout le XX^e siècle. Les États-Unis pourront à nouveau l'emporter en faisant preuve de détermination et de courage moral, à condition, pragmatisme oblige, de ne pas négliger les impératifs concrets de la sécurité nationale. L'effet 11 septembre est donc loin d'être terminé, comme en témoignent les références permanentes à « 9/11 », et au danger islamiste sur *Fox News*¹⁸.

On pourrait noter, depuis la parution de ce livre, que le contexte politique et géostratégique a favorisé la formulation d'un quatrième courant conservateur : « l'anti-écologisme ». Micklethwait et Wooldridge notaient déjà combien le mouvement conservateur avait été façonné par l'esprit pionnier de la conquête de l'Ouest, et son projet sous-jacent de captation de ressources naturelles vécues comme inépuisables, au besoin par la force. Ils notaient aussi que les conservateurs partageaient largement une opposition à la signature de l'accord de Kyoto. Or dans les cinq dernières années, cette opposition de principe a rejoint d'autres grandes préoccupations pour devenir un combat en soi. Les négociations climatiques conjuguent en effet un grand nombre d'offenses à la cause conservatrice : elles sont par définition multilatérales, ce qui implique que les États-Unis acceptent des limites à leur souveraineté et à leur puissance ; elles nécessitent de traiter avec des puissances rivales, comme la Chine, qui trouveraient là une nouvelle occasion de les affaiblir ; elles remettent en cause le *credo* capitaliste, où c'est la croissance économique et l'excellence technologique qui préparent à tout coup un avenir meilleur ; elles remettent également en cause l'individualisme, la liberté de chacun de mener sa vie comme il l'entend, et la prépondérance de l'automobile (4/4 inclus) dans l'*American Way of Life* ; elles reposent enfin sur des théories scientifiques auxquelles on ne peut prêter foi, car trop d'experts, comme dans le débat sur l'évolution, sont vendus à la cause libérale.

L'opposition virulente à toute politique de limitation des émissions de CO₂ fonctionne donc tant au niveau d'intérêts économiques puissants – l'industrie extractive du Texas ou de l'Alaska, les producteurs de biocarburants du Midwest, les grands états producteurs de charbon comme la Virginie de l'Ouest – qu'au niveau de l'imaginaire collectif de l'Amérique profonde. Elle a même fait une jonction symbolique avec l'effet 11 septembre dans le discours sur l'indépendance énergétique : c'est en effet en développant ses

¹⁸ Au besoin, dans les schémas les plus simplistes, ce sont tous les ennemis des États-Unis qui menacent à la fois, comme lorsque Pat Robertson accuse Hugo Chavez d'utiliser le Venezuela comme base d'infiltration du communisme et de l'extrémisme musulman sur le continent américain.

propres capacités d'extraction et de production d'énergie que les États-Unis lutteront le plus efficacement contre le pouvoir subversif des États du golfe Persique, et aucune négociation multilatérale ne doit les détourner de cet objectif.

Le mouvement des *tea parties* qui se développe depuis le printemps 2009 tient un peu de chacun de ces quatre courants conservateurs. Ses forces vives sont, à n'en pas douter, largement les mêmes que celles qu'un Karl Rove avait su mobiliser pour porter George W. Bush au pouvoir en 2000 et en 2004 : une Amérique rurale ou des petites villes, très présente dans le Sud, le centre et l'Ouest, pionnière, procapitaliste, religieuse, nationaliste, anti-intellectuelle et méfiante à l'égard des grands centres urbains cosmopolites de la côte Est. Mais lorsqu'ils concluaient à la vitalité de ce mouvement, et soulignaient sa capacité à influencer les débats politiques et médiatiques pour de longues années encore, Micklethwait et Wooldridge ne pronostiquaient pas pour autant que cette vitalité se traduise mécaniquement en victoires politiques durables pour les républicains, et c'est là une des distinctions qu'il faut certainement garder à l'esprit en observant la montée de la contestation aujourd'hui.



© Creative Commons

La mouvance conservatrice est en effet très hétéroclite. Elle recèle nombre de tensions et de contradictions internes qui la rendent difficile à manœuvrer. Barry Goldwater par exemple, dont on a dit qu'il en était l'une des figures tutélaires, était féroce individualiste, voire libertarien, procapitaliste, et anticommuniste. Mais il était également libre-penseur et s'était empoigné publiquement avec les conservateurs sociaux, notamment avec le héros de la Moral Majority, Jerry Falwell, ne voyant pas pourquoi l'église, plus qu'une autre

structure de pouvoir, aurait le droit de lui imposer sa conduite... Certains conservateurs fiscaux, toujours inquiets de voir augmenter la dépense publique, ont été très opposés à l'escalade du budget consacré à l'effort de défense nationale et de sécurité du territoire, sous Reagan d'abord, puis sous George W. Bush. Et certains commentateurs ont souligné avec justesse le véritable exploit qu'a constitué, sous cette même Administration Bush, le rassemblement de la droite chrétienne et du groupe de néoconservateurs – des intellectuels juifs new-yorkais, avec un passé d'extrême gauche ! – qui a inspiré sa politique étrangère. La nature radicale de nombre des positions qui inspirent ceux que Micklethwait et Wooldridge appellent les « fantassins » du mouvement conservateur sont en effet souvent difficiles, voire impossibles à concilier. Sans compter que ce mouvement, s'il a été structuré par des intellectuels, des *think tanks*, et pris en charge par un certain nombre de responsables politiques, reste fondamentalement un mouvement de la base, un mouvement anti-*establishment*, qui se méfie des élites et du gouvernement.

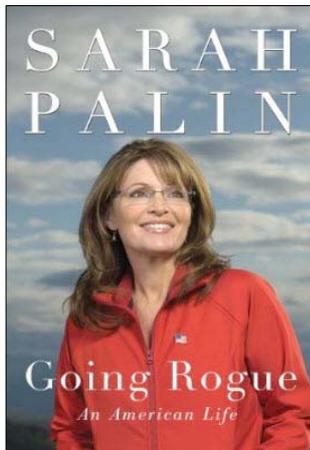
Conservateurs et républicains

Le conservatisme américain ne se confond donc pas avec le Parti républicain. Historiquement, le conservatisme s'est d'abord développé dans le Sud profond qui votait traditionnellement pour les démocrates. Ceux-ci avaient en effet pris en charge le thème du droit des États, contre le Parti républicain fédéraliste d'Abraham Lincoln. C'est à partir des années 1970 seulement que ceux que l'on appelait les *Dixiecrats*, parce qu'ils représentaient une « section » bien identifiée à l'intérieur du parti démocrate, ont progressivement basculé dans le camp républicain. Et puis, les figures les plus charismatiques de la mouvance conservatrice, à l'instar d'un Teddy Roosevelt au début du xx^e siècle, ont plutôt été des *outsiders*, dont on ne savait jamais s'ils allaient se présenter sous les couleurs républicaines, comme indépendants, ou encore à la tête d'un troisième parti. Enfin, la pensée du Parti républicain, quant à elle, est longtemps restée très peu idéologique : modérée, pragmatique, favorable au *business*, internationaliste, à la façon d'un George H. Bush par exemple. Et si ces internationalistes modérés se font plus discrets ces derniers temps, il n'est pas certain que le parti soit prêt à les renier pour de bon.

Par le passé, c'est donc parfois dans les rangs d'électeurs enregistrés comme « indépendants » que la droite conservatrice a pu recruter certaines de ses recrues les plus convaincues, voire parmi des gens qui votent peu. Les militants conservateurs restent en effet en partie imprévisibles, le caractère viscéral de certaines de leurs positions étant parfois de nature à leur faire oublier dans une élection donnée tout pragmatisme politique. C'est dans ce contexte que des consultants politiques comme Karl Rove ont pu encourager le développement des *one issues politics* : on convainc les gens d'aller voter en faisant campagne sur une seule cause, très mobilisatrice pour certains groupes d'électeurs, à certains endroits. La question du mariage gay, par exemple, a souvent fait l'objet de ce type d'instrumentalisation ces dix dernières années¹⁹. Pour les *tea parties*, la proposition de réforme de l'assurance-maladie aura en partie joué ce rôle. Enfin, les équilibres sont difficiles à trouver et à conserver : ces militants conservateurs exercent une réelle influence politique – ils sont très bien organisés, disposent de nombreux relais médiatiques, et sont très « vocaux » –, mais ne sont pas pour autant numériquement majoritaires dans la population, ou même dans le parti.

¹⁹ Le niveau élevé d'abstention est, rappelons-le, l'une des données de base de l'analyse électorale aux États-Unis...

Certaines de ces tensions et contradictions se sont très bien exprimées dans la dernière campagne électorale, avec l'improbable ticket McCain/Palin. John McCain réunissait en effet certaines des qualités requises pour convaincre un électorat conservateur – c'est un héros de guerre, notamment, et il vient d'un État de l'Ouest – mais il lui en manquait d'autres : il s'était opposé à l'usage de la torture à Guantanamo, il n'était pas particulièrement religieux, le combat contre l'avortement ou pour le maintien de la peine de mort n'a jamais été le sien, et il s'était illustré dans la conception et le passage d'une loi fédérale cherchant à limiter le pouvoir de l'argent en politique. Ses stratèges de campagne ont sans doute pensé faire le bon choix en choisissant de le présenter avec Sarah Palin, gouverneur de l'Alaska, mère de famille nombreuse, fondamentaliste, créationniste, anti-écologiste et très favorable au port d'armes. Difficile d'être moins complice de l'*establishment* washingtonien en effet que Sarah Palin. Mais le ticket McCain/Palin a donné des signes de faiblesse dès le départ, illustrant bien la difficulté d'un usage politique maîtrisé des forces conservatrices. Très vite, l'équipe de campagne de McCain a pris peur devant le franc-parler dont Palin faisait preuve à chaque interview. Chacune de ses interventions faisait grossir les rangs de ses *fans* inconditionnels, mais détruisait dans le même temps sa crédibilité comme future femme d'État. Gagner l'aile droite du parti revenait alors à perdre son centre.



Sans surprise, c'est Sarah Palin qui est pour l'instant l'égérie du mouvement des *tea parties*, et non John McCain. Sa biographie, *Going Rogue*, qui s'est déjà vendue à plus d'un million d'exemplaires, attire des foules partout où elle va en faire la promotion. Palin y raconte comment elle a été littéralement bâillonnée, lors de cette campagne, par l'appareil politique républicain (un *staff* de jeunes diplômés des grandes écoles de la côte Est, naturellement). Cette histoire contribue à son image de citoyen ordinaire, qui, armé de son seul courage et de sa foi, n'a pas peur d'être qui il est et de dire ce qu'il pense. Ses admirateurs disent d'elle, lorsqu'ils sont interrogés, qu'ils l'apprécient parce que : « she's real » (« elle est vraie »). À présent en croisade pour dénoncer les mensonges et les hypocrisies du pouvoir, Palin est incompréhensible vue d'Europe. Mais il ne faut pas s'y tromper, elle est très représentative d'une certaine Amérique : radicalement conservatrice, mais aussi terriblement moderne. Aujourd'hui, c'est par l'intermédiaire de messages *Twitter* de 140 caractères qu'elle fait connaître ses révoltes épidermiques et de « bon sens

populaire » aux propositions de l'Administration Obama²⁰. Jusqu'au titre de son livre qui semble résumer l'esprit des *tea parties*. *Rogue*, comme adjectif, c'est la personne qu'on ne peut plus contrôler, sur laquelle on n'a plus d'autorité ni de moyen de pression : c'est le héros solitaire de la conquête de l'Ouest, qui a dû prendre la justice entre ses mains car les autorités ne sont plus dignes de foi.

²⁰ Sur la trajectoire de Sarah Palin et son succès, voir l'article de Jonathan Raban, « Sarah and Her Tribe », *New York Review of Books*, 14 janvier 2010.

Le retour du populisme

S'il y a fort à parier qu'un certain nombre de manifestants des *tea parties* voient d'un œil très favorable des figures de leaders républicains qui ont pris la tête de précédentes « insurrections » conservatrices, comme Barry Goldwater, Ronald Reagan ou encore Newt Gingrich, on aurait donc tort d'en conclure qu'ils ont tous voté à la présidentielle de 2009, ou même qu'ils aient tous voté républicain. Le mouvement actuel est avant tout un mouvement populiste, et ce sont les politiques menées dans les années passées, par la droite comme par la gauche, qui sont rejetées en bloc.

Le premier élément d'explication est à chercher, naturellement, du côté de la crise économique et financière. Celle-ci rappelle, dans ses conséquences visibles et directes sur l'économie réelle, et dans ses effets sur le moral des ménages, la crise des années 1930, en particulier dans les États en voie de désindustrialisation. Si l'on pense que la crise a fait grimper en flèche les taux de chômage et s'effondrer les prix de l'immobilier, on mesure à quel point ce sont deux piliers de l'organisation sociale américaine, le travail et la propriété, qui sont touchés de plein fouet. Pour la première fois depuis fort longtemps, dans les classes moyennes américaines, on n'est plus persuadé qu'une vie de travail honnête et de gestion raisonnable prépare à tous coups un avenir meilleur pour la génération suivante. Dans la lignée des commentaires de campagne qui voyaient en Obama le nouveau Roosevelt qui saurait trouver le nouveau New Deal dont l'Amérique avait besoin, c'est d'ailleurs un politologue démocrate, E. J. Dionne, qui avait le premier appelé à une vaste réaction populiste dans ses éditoriaux du *New York Times*. C'était en février 2009, lorsque la loi ARRA de l'Administration Obama avait repris et amplifié les mesures de renflouement des banques d'abord élaborées par l'Administration Bush dans l'urgence de la crise financière. La colère provoquée par des mesures favorables surtout à l'élite financière du pays, ou vues comme telles, s'est alors exprimée, à gauche comme à droite, pour dénoncer la mainmise des nouveaux « barons voleurs » sur Washington.

Le mouvement des *tea parties* ne serait donc que la dernière incarnation d'un populisme qui a déjà connu plusieurs périodes fastes aux États-Unis. C'est bien l'interprétation qu'en donne par exemple le *New Yorker*, dans un article de Ben Mc Grath paru en février²¹.

²¹ « The Movement », *The New Yorker*, 1^{er} février 2010.

Lorsque les leaders des *tea parties* dénoncent les oligarchies au pouvoir à Washington, ils rappellent Franklin Roosevelt dénonçant en 1936 les « royalistes économiques », dans un discours par ailleurs parcouru de références à l'histoire, à la liberté et à la tyrannie vaincue en 1776. Mais Roosevelt lui-même ne faisait que reprendre une expression d'Andrew Jackson, candidat du peuple privé de son succès par les appareils de parti en 1824, qui avait fini par gagner en 1828 et ouvert la Maison-Blanche à la population en liesse, gagnant ainsi son surnom de *King Mob*, le roi de la populace. Le mouvement actuel rappellerait également celui des Know Nothings, un groupe « nativiste » des années 1840, qui accusait les immigrés socialistes de vouloir importer les idées de Marx et d'Engels, et soupçonnait les immigrés irlandais d'être plus fidèles au pape qu'au président. Il présente encore des points communs avec la naissance du People's Party dans les années 1890, un mouvement de fermiers et de mineurs unis dans leur opposition à la spéculation sur le chemin de fer, et les diatribes de William Jennings Bryan fustigeant « les rentiers oisifs d'un capital oisif ». À chacun de ces épisodes, comme aujourd'hui, le vocabulaire antimonarchique et antiaristocratique de la Révolution américaine a été remis à l'honneur. Dans chacun de ces discours, pointait également une « veine paranoïaque », caractéristique du débat public américain, selon la formule consacrée de Richard Hofstadter²². Cette veine paranoïaque plonge d'ailleurs elle aussi ses racines dans l'histoire de la Nouvelle-Angleterre, où les premières communautés puritaines semblaient toujours menacées par l'hérésie. Quakers ou catholiques hier, immigrés illettrés dans les années 1930, communistes dans les années 1960... Les États-Unis ne sont jamais en mal pour désigner des ennemis potentiels, et des conspirations derrière toutes les dérives qui guettent.

Mais le mouvement actuel se distingue aussi assez nettement des épisodes populistes évoqués par Mc Grath, car contrairement à ce qui se passait en 1890 ou en 1936, devant la révélation des excès de la bulle spéculative, la demande des manifestants au gouvernement n'est pas une demande de protection ou de réparation. C'est au contraire une demande de moins d'État, moins de régulation, plus de liberté individuelle et plus d'autonomie pour des institutions locales à taille humaine. Là où Roosevelt pouvait expliquer que, devant la tyrannie économique exercée par un petit groupe de privilégiés, seul le recours au pouvoir organisé du gouvernement pouvait restaurer la liberté en luttant efficacement contre les inégalités, les leaders du mouvement actuels exigent que le gouvernement se retire autant que possible de leur vie quotidienne et dénoncent la tentative de « nationalisation » du système de santé. Pour Michael Tomasky, ce mouve-

²² C'est au moment de la nomination de Barry Goldwater comme candidat à l'élection présidentielle que Hofstadter avait d'abord développé cette idée, dans l'essai « The Paranoid Style In American Politics », *Harper's Magazine*, 1964. Ben Mc Grath cite également les travaux plus récents de l'historien Sean Wilentz, qui évoque lui les épisodes où « la panique et le vitriol montent à la surface ».

ment serait donc réellement inédit, donnant une version conservatrice de mouvements protestataires de masse qui jusque-là avaient tous été d'inspiration libérale²³. À l'instar de certains commentateurs, Sam Tannenhaus, dans le *New York Times*, préfère par conséquent distinguer deux courants, l'un populiste, de gauche, et l'autre puriste, de droite²⁴. Il souligne également que l'une des clés d'explication du ressentiment actuel serait que deux des présidents les plus conservateurs de l'histoire récente des États-Unis, Ronald Reagan et G. W. Bush, ont trahi les aspirations de leurs soutiens populaires en présidant à des expansions considérables de la bureaucratie fédérale.

L'autre différence, de taille, c'est que la composition de la population américaine a changé, et avec elle la place accordée aux minorités d'hier. Au-delà de l'hostilité au gouvernement et à une Administration démocrate soupçonnée de vouloir revenir aux politiques de *tax and spend* si redoutées, c'est une hostilité à la personne même de Barack Obama qui s'exprime dans les manifestations. Dès avril 2009, l'organisation The Birthers a commencé à répandre des rumeurs mettant en doute la nationalité américaine de Barack Obama. Un peu kenyan, un peu britannique, ce dernier n'aurait jamais produit de certificat de naissance. Il serait donc *de facto* inéligible. Cette nouvelle théorie vient prendre la suite des rumeurs qui avaient circulé au moment de la campagne électorale mettant en avant son deuxième prénom, Hussein, comme une quasi-preuve qu'il était musulman. Comme dans les années 1930 ou 1960, lorsque le socialisme ou le communisme rampants étaient des menaces exogènes, ce sont à nouveau les étrangers qui risquent d'importer ce poison. Les documentaires récemment produits par Glenn Beck pour *Fox News* dénoncent effectivement d'un même élan le nazisme, le communisme, l'extrémisme musulman et la réforme de la sécurité sociale, car tous ces maux viendraient d'oligarchies tentant de priver le peuple de sa souveraineté, avec la complicité de chefs douteux, comme Barack Obama.



**Obama is NOT a Natural Born American Citizen.
His Father was not a US Citizen nor an Immigrant.
Barak Obama Jr. is a natural-born British Subject.**

²³ Michael Tomasky, « Something New on the Mall », *New York Review of Books*, *op. cit.*

²⁴ « Making Sense of the New Political Anger », *The New York Times*, 23 janvier 2010.

Extraits d'un flyer disponible sur le site Birthers.org.

Ainsi, si la plupart des slogans anti-Obama s'arrêtent juste avant le commentaire raciste, le président est volontiers assimilé à un étranger. Il serait en soi représentatif de ces éléments exogènes qui menacent de dénaturer le rêve américain. Dans son article sur le caractère novateur du mouvement des *tea parties*, Michael Tomasky faisait d'ailleurs remarquer que les manifestants étaient tous, quasiment sans exception, blancs. C'est effectivement ce qui ressort de la plupart des reportages photos et vidéo. Si le sentiment anti-immigrés a repris de la vigueur ces derniers mois, d'une manière somme toute assez classique en période de crise, cette hostilité à Barack Obama recouvrirait donc aussi une anxiété identitaire. Devant les acquis de la lutte pour les droits civiques dans les années 1960 et devant la progression de l'immigration, notamment asiatique et latino dans les grands centres urbains des côtes Est et Ouest, l'Amérique blanche rurale serait en train de mesurer que c'est elle qui risque désormais de devenir minoritaire, et laissée pour compte. Dans cette perspective, la notion de désaffiliation reprend tout son sens. Cette Amérique, qui se pense dépositaire d'une dissidence d'abord religieuse, puis philosophique et politique qui a changé la face du monde, se voit désormais vulnérable et menacée. Elle est appelée à réagir pour restaurer l'essence de son système politique et social.



© Creative Commons – Tea Party de Madison, 15 avril 2009

Vers des réalignements politiques ?

Le mouvement des *tea parties*, dont l'élan semble encore loin de se briser, est donc fidèle à toute une tradition politique américaine, mais il représente également un phénomène inédit, dont personne ne sait très bien dire jusqu'où il pourrait porter. Les critiques qui avaient pointé dans les premiers mois l'instrumentalisation de l'inquiétude populaire par des groupes de pression et l'utilisation des médias par la frange conservatrice du Parti républicain peuvent continuer de pister les financements et les alliances occultes, mais ils ne peuvent plus nier que cette pensée ait trouvé des relais inédits et convaincus au sein de la population américaine.

Ces observations sur le rôle des différentes organisations militantes, les liens qu'elles entretiennent entre elles et leurs techniques pour encourager et organiser les mobilisations de masse constituent d'ailleurs l'un des aspects les plus intéressants de ce mouvement. Les techniques de communication politique en ligne ont débuté dans les années 1990 du côté des démocrates, avec *MoveOn.org* au moment de l'affaire Lewinsky, puis lors de la campagne de Howard Dean pour les primaires de 2000. Elles ont été perfectionnées avec un immense succès par les équipes de campagne d'Obama en 2008. Elles continuent avec les *tea parties* à faire la preuve de leur efficacité, mais aussi peut-être d'interroger profondément la structuration et l'avenir de la politique aux États-Unis. Appuyé sur les réseaux sociaux et les médias communautaires, le Tea Party Movement est en effet un pur produit de la blogosphère. Mais là où la campagne d'Obama encadrait cette communication virale assez soigneusement afin d'en contrôler les messages, le mouvement semble cette fois avoir choisi ses propres emblèmes, journalistes ou présentateurs comme Rick Santelli ou Glenn Beck, élus dissidents comme Sarah Palin... La nature fortement décentralisée des *tea parties* est encouragée par cette organisation en ligne, qui en fait une confédération de phénomènes locaux plutôt qu'un mouvement structuré par le haut. Ce fonctionnement promeut peut-être de nouvelles formes de démocratie directe, un système que les Pères fondateurs semblaient pourtant craindre tout autant, au moment où ils écrivaient la Constitution, que la concentration du pouvoir.

Une autre inconnue reste le positionnement du Tea Party Movement par rapport au Parti républicain et vice versa. Les sondages indiquent qu'aujourd'hui, le mouvement des *tea parties* a une cote de popularité supérieure à celle de chacun des grands partis. Mais s'il rentrait dans les rangs, pour devenir juste une mouvance du Parti

républicain, il y a fort à parier qu'il perdrait cette cote. Même sans s'encarter, le mouvement du Tea Party pourrait cependant continuer d'exercer une réelle influence, encourageant le Parti républicain à abandonner son centre modéré. Dans un éditorial du *New York Times*, David Brooks estime qu'il pourrait bien marquer la décennie à venir comme les hippies ont marqué les années 1960, les féministes les années 1970, ou les conservateurs chrétiens les années 1980²⁵. En revanche, il est intéressant aussi de noter combien ces manifestations, malgré le caractère radical de certains de leurs slogans, sont en réalité pacifiques et respectueuses de l'ordre civique. Au début des manifestations au printemps 2009, Paul Krugman avait mis les responsables politiques en garde contre un retour de l'extrémisme. Il dénonçait la complicité passive des leaders républicains devant un radicalisme cousin de celui des milices blanches auxquelles appartenait par exemple Timothy McVeigh, le jeune terroriste qui avait posé une bombe dans les bâtiments fédéraux à Oklahoma City²⁶. Or aujourd'hui, si des observatoires comme le Southern Poverty Law Center constatent effectivement une recrudescence d'actes de violence notamment à l'égard d'immigrés latinos, le mouvement des *tea parties* a bien représenté une canalisation du sentiment de révolte populaire causé par la crise, et non sa dérive en actes violents ou terroristes. De même, il n'est pas évident que le retour du Ku Klux Klan ou d'autres groupuscules racistes s'accompagne de la vigueur qu'on avait pu craindre au moment de la campagne électorale²⁷.

Beaucoup dépendra donc de l'attitude de l'Administration Obama, de ses choix et de la façon dont elle les communiquera. Dans son discours sur l'état de l'Union, Obama n'a fait aucun commentaire direct sur les *tea parties*, ni sur l'élection récente du sénateur Scott Brown. En revanche, il a situé tout son propos dans le contexte de l'histoire des États-Unis, rendant hommage aux générations précédentes qui avaient fait preuve de courage face à l'adversité, dans les temps de crise et dans les temps de guerre. Il a fait de nombreuses références à la Constitution, et à la foi nationale en l'avenir. Dans le volet plus économique de son discours, il a accentué lui aussi un virage populiste, désignant le retour de l'emploi comme sa préoccupation prioritaire, prenant fait et cause pour les petits entrepreneurs qui sont le moteur de la croissance américaine et défendant le développement des énergies renouvelables, non pas tant au nom du développement durable que pour protéger la place de leader des États-Unis dans la compétition mondiale, face à la concurrence de la Chine ou de l'Inde. Il a également pris l'engagement ferme de ne pas augmenter les impôts, voire de les diminuer. Autant de thèmes où l'on pouvait lire, entre les lignes, sa réponse aux

²⁵ « The Tea Party Teens », *New York Times*, 4 janvier 2010.

²⁶ « The Big Hate », *New York Times*, 11 juin 2009.

²⁷ L'un des centres les mieux documentés est le Southern Poverty Law Center, qui publie des rapports réguliers sur l'évolution des *hate groups*, dont le magazine *Intelligence Report*.

manifestants, jusqu'aux dernières phrases, où il a insisté, comme pour répondre aux critiques personnelles à son égard, sur sa détermination à utiliser le mandat présidentiel qui lui a été donné, en répétant avec emphase « America does not quit; I do not quit » (« l'Amérique n'abandonne pas, je n'abandonne pas »).

Une dernière inconnue qui pourrait être déterminante pour les futures évolutions politiques vient enfin de la décision récente de la Cour suprême dans l'affaire *FEC vs Citizens United*. Celle-ci opposait la commission électorale fédérale à un groupe de pression qui défendait son droit à participer au débat politique au nom du premier amendement. En effet, une autre caractéristique de la politique américaine, c'est qu'elle fonctionne sur différents cycles : celui des élections au Congrès, celui des élections présidentielles, et celui, beaucoup plus long, des Cours suprêmes. L'ampleur et la force du mouvement conservateur moderne sont parfois interprétées comme une réaction aux avancées progressistes radicales de la Cour Warren, qui a siégé de 1953 à 1969, rendant un grand nombre d'arrêts qui devaient changer durablement la réalité sociale américaine, de *Brown vs Board of Education* à *Roe vs Wade* ou encore *Miranda vs Arizona*²⁸. Dans cette interprétation, la Cour Warren aurait été trop vite et trop loin, provoquant avec un certain décalage dans le temps cette forme de contestation conservatrice qui est l'équivalent américain de la « pensée anti-68 ». Le bilan de la Cour Rehnquist, également d'une très grande longévité (1986-2005), paraît beaucoup plus équilibré. Cette Cour a fait bien souvent preuve de pragmatisme, quand bien même elle comptait une majorité de juges conservateurs. La Cour suprême aujourd'hui présidée par le juge Roberts est encore très jeune, car il y a eu trois nominations en 5 ans. Mais elle entre en scène avec cette décision pour le moins surprenante, où le droit des entreprises à financer des campagnes politiques est réaffirmé au nom de la liberté d'expression. La partie gagnante est une association privée, Citizens United, dont le nom est décidément dans l'air du temps. Si cette décision doit augurer d'une ère de relecture littérale de la Constitution américaine, nous ne sommes peut-être pas au bout de nos surprises.

²⁸ *Brown vs Board of Education*, 1954 : fin de la ségrégation dans les écoles ; *Miranda vs Arizona*, 1966 : les personnes arrêtées doivent être informées de leurs droits par la police ; *Roe vs Wade*, 1973 : droit à l'avortement.